



2026_08_01

Affiché et mis en ligne le.....

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)
Séance du 1er octobre 2026**

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 20

Date de la convocation : 24 septembre 2026

Présents : AUGIER Emilie , BARDOULAT Sonia, BERNARD Frédéric, , BOSSER Yann, CEAUX Christophe , CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DUPORT Nadine, FERSING Jacques, FORESTAS Armelle , MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TALLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : BIRONNEAU Max-André (pouvoir à M D PERIOT) Delphine LAURENT (pouvoir à PINTAUD. E), MOUSSION. Gaetan (pouvoir à F BERNARD), Ornella DORE (pouvoir à Y BOSSER) CALLEC Gilles (pouvoir à J FERSING) JOURDIN Franc (pouvoir à B COUSSEAU)

Excusés : Patrick MESNARD, Agnès DAMPERAT, Michael LABLANCHE

A été nommée secrétaire : Laetitia MARQUAIS CACITTI

Délibération n°1 : Facturation élèves en classe ULIS

Vu le code Général des collectivités Territoriales,

Monsieur le Maire rappelle qu'il existe une classe ULIS (Unité Localisée pour l'Inclusion Scolaire) à l'école primaire Maurice Genevoix

Cette classe accueille des élèves de communes extérieures qui ne disposent pas de ce type de classe.

Les dispositions de l'article 23 de la loi du 22 juillet 1983 prévoient que « lorsqu'un enfant a fait l'objet d'une décision d'affectation dans une classe d'intégration scolaire (CLIS), cette décision s'impose et la commune de résidence est alors tenue de participer aux frais de scolarité. »

Pour l'année scolaire 2025/2026, 10 enfants hors commune y sont scolarisés : un habite Chasseneuil, un habite Garat, un habite Bunzac, un habite Taponnat-Fleurignac, un habite Vitrac St Vincent, un habite Cherves-Châtelars, un habite Chazelles, un habite Les Pins, une habite Agris et un habite Montemboeuf . Il convient de fixer la participation obligatoire de ces



communes en fonction du résultat du compte administratif 2025 et du nombre total d'élèves scolarisés.

Il y a 157 élèves en primaire pour un coût de fonctionnement de 171 499.49€

Cette participation est donc fixée à 1092.35€

Vote à l'unanimité

Contre : 0

Abstention : 0

Pour : 26

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Téléréours citoyens », accessible par le site : www.telerecours.fr

Pour copie conforme,
En Mairie, le 6 octobre 2026
Le Maire : **Sébastien RIVIÈRE**





2026_08_02

Affiché et mis en ligne le.....

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)
Séance du 1er octobre 2026**

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 20

Date de la convocation : 24 septembre 2026

Présents : AUGIER Emilie , BARDOULAT Sonia, BERNARD Frédéric , BOSSER Yann, CEAUX Christophe , CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DUPORT Nadine, FERSING Jacques, FORESTAS Armelle , MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TALLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : BIRONNEAU Max-André (pouvoir à M D PERIOT) Delphine LAURENT (pouvoir à PINTAUD. E), MOUSSION. Gaetan (pouvoir à F BERNARD), Ornella DORE (pouvoir à Y BOSSER) CALLEC Gilles (pouvoir à J FERSING) JOURDIN Franc (pouvoir à B COUSSEAU)

Excusés : Patrick MESNARD, Agnès DAMPERAT, Michael LABLANCHE

A été nommée secrétaire : Laetitia MARQUAIS CACITTI

Délibération n°2 : Modification du Règlement intérieur

Vu le code Général des collectivités Territoriales,

Suite au vote de la délibération 2026-07-12 du 31-08-2026 sur le règlement intérieur le bureau de contrôle de la Préfecture nous demande d'apporter des modifications

Le Règlement Intérieur est donc modifié comme proposé en annexe

M le maire propose d'intégrer les remarques du Bureau de Contrôle de la Légalité

Vote à l'unanimité

Contre : 0

Abstention : 0

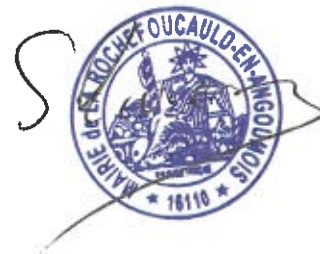
Pour : 26

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce



recours peut être déposé sur l'application informatique « Télerecours citoyens », accessible par le site : www.telerecours.fr

Pour copie conforme,
En Mairie, le 6 octobre 2026
Le Maire : **Sébastien RIVIÈRE**



**ANNEXE 2026-08-02 : REGLEMENT MODIFIE****CHAPITRE I : Dispositions obligatoires du règlement intérieur****Article 1 : Consultation des projets de contrat de service public (article L. 2121-12 du CGCT)**

Les projets de contrat de service public sont consultables aux heures d'ouverture de la mairie à compter de l'envoi de la convocation et pendant 5 jours précédant la séance du conseil municipal concernée.

Horaires :

8h-12h / 13h30-17h : lundi mardi mercredi vendredi

13h30-17h : jeudi

La consultation des dossiers, projets de contrats ou de marchés sera possible sur demande écrite (mail ou courrier) adressée au maire, 24 heures avant la date de consultation souhaitée.

Dans tous les cas, ces dossiers seront tenus en séance à la disposition des membres de l'assemblée.

Toute question, demande d'information complémentaire ou intervention d'un membre du conseil municipal auprès de l'administration communale, devra se faire sous couvert du maire ou de l'adjoint en charge du dossier.

Article 2 : Questions orales (article L. 2121-19 du CGCT)

Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt communal et pourront être posées à chaque Conseil Municipal

Elles ne donnent lieu à aucun débat, ni vote, sauf demande de la majorité des conseillers municipaux présents.

Le texte des questions orales est adressé au maire 48 heures ouvrées au moins avant la séance du conseil municipal et fait l'objet d'un accusé de réception.

Les questions déposées après l'expiration du délai susvisé sont traitées à la séance ultérieure la plus proche.

Article 3 : Expression de la minorité dans le bulletin d'information municipal**Rappel****Titulaires du droit d'expression**

- Ce droit appartient à chaque élu
- Il peut aussi être exercé collectivement par l'intermédiaire d'un groupe à condition toutefois que chacun des conseillers municipaux soit rattaché à un tel groupe



- Bénéficie également de ce droit le conseiller qui n'appartient plus à la majorité municipale en cours de mandat
- Ce droit peut aussi bénéficier aux conseillers de la majorité, sous réserve que leur expression n'ait pas pour effet, notamment au regard de son étendue, de faire obstacle à l'expression des élus n'appartenant pas à la majorité

Supports du droit d'expression

La mise en ligne sur le site internet du bulletin papier, comprenant déjà la tribune des élus n'appartenant pas à la majorité, suffit à satisfaire cette disposition, sans que la commune ne soit tenue de prévoir un autre espace d'expression sur le site.

La répartition de l'espace d'expression réservé aux conseillers n'appartenant pas à la majorité est de 1200 caractères pour chaque liste minoritaire.

Les documents destinés à la publication sont remis au Maire via le Service Communication sur support libre (PDF, corps de texte d'un mail, pièces jointes modifiables ou non) à l'adresse mail murielle.garnaud@larochefoucauldenangoumois.fr ou par courrier au 1 Place Emile Roux 16110 La Rochefoucauld.

La publication du magazine n'étant pas régulière, les élus des minorités seront informés de sa sortie à venir et disposeront alors de 15 jours minimum pour transmettre leur droit d'expression

Une fois transmis au directeur de la publication, les textes ne peuvent plus alors être modifiés dans leur contenu par leurs auteurs.

Tout texte comportant des risques de troubles à l'ordre, à la sécurité et à la tranquillité publiques, ayant un caractère diffamatoire, injurieux ou manifestement outrageant, ou dont le contenu porte atteinte à l'honneur et à la considération d'une personne, de nature à engager la responsabilité pénale du maire, ne sera pas publié.

Article 4 : Débat sur les orientations budgétaires ([article L. 2312-1 du CGCT](#)) Applicable aux communes de 3 500 habitants et plus

Le débat a lieu dans un délai de 10 (dix) semaines avant l'examen du budget, lors d'une séance ordinaire, après inscription à l'ordre du jour ou lors d'une séance réservée à cet effet. Il ne donne pas lieu à un vote. Il sera acté par une délibération spécifique, annexée au procès-verbal de séance.

Toute convocation est accompagnée d'un rapport précisant par nature les évolutions des recettes et des dépenses de fonctionnement, ainsi que les masses des recettes et des dépenses d'investissement. Son contenu comporte les informations suffisantes sur la préparation du budget communal.



7 jours au moins avant la réunion, les documents sur la situation financière de la commune et les éléments d'analyse ayant servi à la rédaction du rapport (*charges de fonctionnement, niveau d'endettement, caractéristiques des investissements, ratios établis par les services communaux, etc.*) sont à la disposition des membres du conseil. Ces éléments peuvent être consultés sur simple demande auprès du maire.



CHAPITRE II : Réunions du conseil municipal

Article 5 : Périodicité des séances (articles L. 2121-7 et L. 2121-9 CGCT)

Le principe de 8 conseils minimum par an avec au moins un par trimestre a été retenu selon un calendrier fixé au début de chaque trimestre. .

Article 6 : Convocations (articles L. 2121-10, L. 2121-11 et L. 2121-12 du CGCT)

Les conseillers municipaux accusent réception de la convocation adressée par voie dématérialisée.

Les convocation sont envoyées par voie dématérialisée sauf demande contraire d'un conseiller pour un envoi par courrier à l'adresse de son choix.

Article 7 : Ordre du jour (article L.2121-10 du CGCT)

Le maire fixe l'ordre du jour.

L'ordre du jour est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public.

Article 8 : Accès aux dossiers (articles)

Les pièces afférentes aux dossiers et annexes sont envoyées aux conseillers municipaux par voie dématérialisées avec la convocation et le rapport de présentation des délibérations. Si un conseiller a demandé à recevoir sa convocation par voie postale, les documents sont joints.

Les conseillers peuvent également consulter les dossiers en mairie et aux heures ouvrables précisées dans l'article 1, durant les 7 jours précédant la séance

Article 9 : Questions écrites

Chaque membre du conseil municipal peut adresser au maire des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant la commune ou l'action municipale.



CHAPITRE III : Commissions et comités consultatifs

Article 10 : Commissions municipales (article L. 2121-22 du CGCT)

Article L. 5211-40-1 du CGCT :

Les commissions sont les suivantes :

- Ressources humaines - Finances
- Urbanisme - Travaux
- Affaires scolaires - Enfance et jeunesse
- Vie et participation citoyenne
- Affaires sociales et solidarités
- Communication - Culture - Patrimoine et Tourisme
- Monde associatif - Sport - Cérémonies
- Sécurité - Environnement - Cadre de vie - Commerce et animations

Le conseil municipal fixe le nombre de conseillers siégeant dans chaque commission et désigne ceux qui y siégeront.

Les commissions peuvent entendre des personnes qualifiées extérieures au conseil municipal.

Chaque conseiller aura la faculté d'assister, en sa qualité d'auditeur, aux travaux de toute commission autre que celle dont il est membre, après en avoir informé son président 3 jours au moins avant la réunion.

Une attention particulière sera apportée sur le calendrier afin que deux commissions ne soient pas organisées en même temps.

La convocation, accompagnée de l'ordre du jour, est adressée à chaque conseiller (à l'adresse électronique communiquée municipale) 7 jours avant la tenue de la réunion.

Sauf décision contraire du maire, notamment en cas d'urgence, toute affaire soumise au conseil municipal doit être préalablement étudiée par une commission.

Les commissions émettent un avis à la majorité des membres présents.

Elles élaborent un rapport sur les affaires étudiées. Ce rapport est communiqué à l'ensemble des membres du conseil avant la séance concernée.

CHAPITRE IV : Tenue des séances du conseil municipal

**Article 11 : Pouvoirs (article L. 2121-20 du CGCT)**

Les pouvoirs sont remis, au plus tard, au maire au début de la réunion.

Le pouvoir peut être établi au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller municipal obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers municipaux qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître au maire leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

Article 12 : Secrétariat de séance (article L.2121-15 du CGCT)

Le secrétaire de séance, qui est un(e) élu(e), assiste le maire pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la contestation des votes et du bon déroulement des scrutins.

Les auxiliaires de séance ne prennent la parole que sur invitation expresse du maire et restent tenus à l'obligation de réserve.

Article 13 : Accès et tenue du public (article L.2121-18 alinéa 1er du CGCT)

Aucune personne autre que les membres du conseil municipal ou de l'administration municipale ne peut pénétrer dans l'enceinte du conseil sans y avoir été autorisée par le président.

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse.

Article 14 : Enregistrement des débats (article L.2121-18 du CGCT)

Rappel : Protection des données et diffusion sur internet d'une séance du conseil municipal
Les conseils municipaux peuvent être filmés et enregistrés par un conseiller municipal ou un agent communal pour le compte de la commune. La diffusion de la séance du conseil municipal sur internet par les auteurs de l'enregistrement est expressément autorisée par la loi. Celle-ci prévoit en effet que les séances du conseil municipal peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle (article L. 2121-18 du CGCT).

Toutefois, **la diffusion sur internet d'une séance du conseil municipal constitue un traitement de données à caractère personnel**, au sens du RGPD (règlement général sur la protection des données) (cf. CNIL-Guide de sensibilisation au RGPD pour les collectivités locales).



L'accord des conseillers municipaux, qui sont investis d'un mandat électif et s'expriment dans l'exercice de ce mandat, n'est pas requis pour pouvoir procéder à une telle retransmission des séances publiques. **Les élus ne peuvent donc pas s'opposer à être filmés et /ou enregistrés.**

Mais **le droit à l'image du personnel municipal et du public assistant aux séances doit être respecté** (Cour de cassation, Chambre criminelle, 13 avril 2021, 19-87.480, Réponse ministérielle n° 22603 du 20 mai 2021, JO Sénat). Dès lors, la diffusion de l'image de ces personnes présentes dans la salle supposera de s'en tenir à la retransmission de plans larges ne permettant pas d'identifier une personne en particulier (QE n° 14713 du 11 juin 2015, JO Sénat).

Lorsque l'enregistrement et la diffusion sont assurés par la commune, il convient donc d'éviter les gros plans sur les agents municipaux et les membres de l'assistance. En cas de diffusion sur les réseaux sociaux, il est conseillé de ne pas « taguer ». En revanche, les gros plans sur les élus sont autorisés.

Lorsque l'enregistrement des débats génère un trouble au bon ordre des travaux du conseil, le maire peut le faire cesser.

Article 15 : Police de l'assemblée (article L.2121-16 du CGCT)

Il appartient au maire ou à celui qui le remplace de faire observer le présent règlement. Les téléphones portables devront être paramétrés en mode silencieux ou tout autre mode permettant d'assurer la sérénité de la séance ;

CHAPITRE V : Débats et votes des délibérations

Article 16 : Déroulement de la séance (article L. 2121-29 du CGCT)

Rappel

En application de l'article L 2121-14 du CGCT, le maire préside le conseil municipal. Dès lors, il organise le bon déroulé de la séance et peut décider de suspendre ou de clore une réunion, en fonction des circonstances.

Le maire, à l'ouverture de la séance, constate le quorum (qui doit être vérifié de nouveau à l'occasion de l'examen de chaque question), proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint, cite les pouvoirs reçus.

Il fait arrêter le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Le maire appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour ; seules celles-ci peuvent faire l'objet d'une délibération.

Il peut aussi soumettre au conseil municipal des « questions diverses », qui ne revêtent pas une importance capitale. Si toutefois l'une de ces questions doit faire l'objet d'une



délibération, elle devra, en tant que telle, être inscrite à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil municipal.

Le maire accorde immédiatement la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour.

Il demande au conseil municipal de nommer le secrétaire de séance.

Le maire rend compte des décisions qu'il a prises en vertu de la délégation du conseil municipal, conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du CGCT.

Il aborde ensuite les points de l'ordre du jour tels qu'ils apparaissent dans la convocation.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par les rapporteurs désignés par le maire.

Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du maire lui-même ou de l'adjoint compétent.

Article 17 : Débats ordinaires

La parole est accordée par le maire (ou à celui qui le remplace pour présider la séance) aux membres du conseil municipal qui la demandent. Aucun membre du conseil municipal ne peut prendre la parole qu'après l'avoir obtenue du maire ou de son remplaçant même s'il est autorisé par un orateur à l'interrompre.

Les membres du conseil municipal prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande.



2026_08_03

Affiché et mis en ligne le.....

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)
Séance du 1er octobre 2026**

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 20

Date de la convocation : 24 septembre 2026

Présents : AUGIER Emilie , BARDOULAT Sonia, BERNARD Frédéric, , BOSSER Yann, CEAUX Christophe , CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DUPORT Nadine, Fersing Jacques, FORESTAS Armelle , MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TALLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : BIRONNEAU Max-André (pouvoir à M D PERIOT) Delphine LAURENT (pouvoir à PINTAUD. E), MOUSSION. Gaetan (pouvoir à F BERNARD), Ornella DORE (pouvoir à Y BOSSER) CALLEC Gilles (pouvoir à J FERSING) JOURDIN Franc (pouvoir à B COUSSEAU)

Excusés : Patrick MESNARD, Agnès DAMPERAT, Michael LABLANCHE,

A été nommée secrétaire : Laetitia MARQUAIS CACITTI

Délibération n°3 : Subvention exceptionnelle au club de l'Etoile Sportive

M FERSING, conseiller municipal et président du club se retire et sort de la salle

Vu le code général des collectivités

Vu la nécessité d'accompagner le club de l'Etoile Sportive dans son déménagement pour intégrer le Gymnase de l'ensemble scolaire A M Martel

M le Maire propose d'allouer une subvention exceptionnelle de 1200€ à l'Etoile Sportive et d'ouvrir les crédits nécessaires sur l'article 65748



Vote à l'unanimité

Contre : 0

Abstention : 0

Pour : 24

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Téléréours citoyens », accessible par le site : www.telerecours.fr

Pour copie conforme,
En Mairie, le 6 octobre 2026
Le Maire : Sébastien RIVIÈRE





2026_08_04

Affiché et mis en ligne le.....

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)
Séance du 1er octobre 2026**

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 20

Date de la convocation : 24 septembre 2026

Présents : AUGIER Emilie , BARDOULAT Sonia, BERNARD Frédéric , BOSSER Yann, CEAUX Christophe , CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DUPORT Nadine, Fersing Jacques, FORESTAS Armelle , MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TALLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : BIRONNEAU Max-André (pouvoir à M D PERIOT) Delphine LAURENT (pouvoir à PINTAUD. E), MOUSSION. Gaetan (pouvoir à F BERNARD), Ornella DORE (pouvoir à Y BOSSER) CALLEC Gilles (pouvoir à J FERSING) JOURDIN Franc (pouvoir à B COUSSEAU)

Excusés : Patrick MESNARD, Agnès DAMPERAT, Michael LABLANCHE, Fersing Jacques

A été nommée secrétaire : Laetitia MARQUAIS CACITTI

Délibération n°4 : Décision Modificative Subventions

M FERSING, conseiller municipal et président du club se retire et sort de la salle

Vu le Code Général des Collectivités

Vu la délibération 2026-08-3

Il est nécessaire d'ouvrir les crédits complémentaires pour mandater la subvention

M le Maire propose la décision modificative suivante

AR Prefecture

016-200083293-20261001-20280804-DE
Reçu le 05/10/2026



Imputation	OUVERT	REDUIT	Commentaires
D F 011 6228 020 /0201		1 200,00	
D F 65 55748 30 /308	1 200,00		

DETAIL PAR SECTION		Investissement	Fonctionnement
Dépenses :	Ouvertures		1 200,00
	Réductions		1 200,00
Equilibre :	Ouv. - Red.		

EQUILIBRE	
Solde Ouvertures	1 200,00
Solde Réductions	1 200,00
Ouv. - Réd.	

Vote à l'unanimité

Contre : 0

Abstention : 0

Pour : 24

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site : www.telerecours.fr

Pour copie conforme,
En Mairie, le 6 octobre 2026
Le Maire : **Sébastien RIVIÈRE**





2026_08_05

Affiché et mis en ligne le.....

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)
Séance du 1er octobre 2026**

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 20

Date de la convocation : 24 septembre 2026

Présents : AUGIER Emilie , BARDOULAT Sonia, BERNARD Frédéric , BOSSER Yann, CEAUX Christophe , CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DUPORT Nadine, FERSING Jacques, FORESTAS Armelle , MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TALLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : BIRONNEAU Max-André (pouvoir à M D PERIOT) Delphine LAURENT (pouvoir à PINTAUD. E), MOUSSION. Gaetan (pouvoir à F BERNARD), Ornella DORE (pouvoir à Y BOSSER) CALLEC Gilles (pouvoir à J FERSING) JOURDIN Franc (pouvoir à B COUSSEAU)

Excusés : Patrick MESNARD, Agnès DAMPERAT, Michael LABLANCHE

A été nommée secrétaire : Laetitia MARQUAIS CACITTI

**Délibération n°1 : Décision Modificative N°5 création opération N°2020
SDEG Fonds Vert 2026**

Vu le code Général des collectivités Territoriales,

**Vu la proposition actualisée reçue du SDEG 16 concernant l'AXE 1 du
Fonds Vert (rénovation des parcs de luminaires de l'éclairage public)**

Vu les économies de consommation envisagée

**M le Maire propose de valider le plan de Financement suivant et de créer
l'Opération comptable en ouvrant les crédits nécessaires**





Eclairage public	Montants
Annexe 1 - Rénovation des parcs de luminaires d'éclairage public	85 113,49
Montant total HT	85 113,49
TVA 20%	17 022,70
Total général TTC en €	102 136,19

FINANCEMENT DES TRAVAUX	Montants
Financement de l'ETAT - Fonds Vert - (20% du montant HT)	17 022,70
Financement du SDEG 16 - (40% du montant HT)	34 045,40
TVA récupérée par le SDEG 16 (100%)	17 022,70
Financement de la Collectivité - (40% du Montant HT)	34 045,40

Imputation	OUVERT	REDUIT	Commentaires
D I 204 2041582 220 020 /0201	35 000,00		
D I 23 2312 184 845 /8451		35 000,00	

DETAIL PAR SECTION		Investissement	Fonctionnement
Dépenses :	Ouvertures	35 000,00	
	Réductions	35 000,00	
Equilibre :	Ouv. - Red.		

EQUILIBRE	
Solde Ouvertures	35 000,00
Solde Réductions	35 000,00
Ouv. - Réd.	

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal valide cette opération à l'unanimité et autorise M le Maire à signer les documents nécessaires

Vote à l'unanimité

Contre : 0

Abstention : 0

Pour : 26

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Télérécoeurs citoyens », accessible par le site : www.telerecoeurs.fr

Pour copie conforme,
En Mairie, le 6 octobre 2026
Le Maire : Sébastien RIVIÈRE





2026_08_06

Affiché et mis en ligne le.....

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)
Séance du 1er octobre 2026**

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 20

Date de la convocation : 24 septembre 2026

Présents : AUGIER Emilie , BARDOULAT Sonia, BERNARD Frédéric, , BOSSER Yann, CEAUX Christophe , CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DUPORT Nadine, FERSING Jacques, FORESTAS Armelle , MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TALLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : BIRONNEAU Max-André (pouvoir à M D PERIOT) Delphine LAURENT (pouvoir à PINTAUD. E), MOUSSION. Gaetan (pouvoir à F BERNARD), Ornella DORE (pouvoir à Y BOSSER) CALLEC Gilles (pouvoir à J FERSING) JOURDIN Franc (pouvoir à B COUSSEAU)

Excusés : Patrick MESNARD, Agnès DAMPERAT, Michael LABLANCHE

A été nommée secrétaire : Laetitia MARQUAIS CACITTI

**Délibération n°6 : Décision Modificative N°5 création opération N°219
Végétalisation Cours d'Ecoles**

Vu le code Général des collectivités Territoriales,

Vu la nécessité d'adapter les cours d'école au changement climatique

Vu l'intégration de la commune à l'appel à projet 1-2-3 Soleil du CAUE 16

Vu le choix d'intervenir sur l'école des Petits Pichotiers

M le Maire propose de créer l'Opération 219 : Végétalisation des Cours d'école et de prendre la décision modificative ci dessous en ouvrant les crédits nécessaires



Imputation	OUVERT	REDUIT	Commentaires
D I 21 21828 496 510 /5102		35 000,00	
D I 23 2312 164 845 /8451		10 000,00	
D I 23 2312 219 211 /2111	45 000,00		

DETAIL PAR SECTION		Investissement	Fonctionnement
Dépenses :	Ouvertures	45 000,00	
	Réductions	45 000,00	
Equilibre :	Ouv. - Red.		

EQUILIBRE	
Solde Ouvertures	45 000,00
Solde Réductions	45 000,00
Ouv. - Réd.	

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal valide cette opération à l'unanimité et autorise M le Maire a signé les documents nécessaires

Vote à l'unanimité

Contre : 0

Abstention : 7

Pour : 19

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site : www.telerecours.fr

Pour copie conforme,
En Mairie, le 6 octobre 2026
Le Maire : Sébastien RIVIÈRE





2026_08_07

Affiché et mis en ligne le.....

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)
Séance du 1er octobre 2026**

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 20

Date de la convocation : 24 septembre 2026

Présents : AUGIER Emilie , BARDOULAT Sonia, BERNARD Frédéric , BOSSER Yann, CEAUX Christophe , CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DUPORT Nadine, FERSING Jacques, FORESTAS Armelle , MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TALLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : BIRONNEAU Max-André (pouvoir à M D PERIOT) Delphine LAURENT (pouvoir à PINTAUD. E), MOUSSION. Gaetan (pouvoir à F BERNARD), Ornella DORE (pouvoir à Y BOSSER) CALLEC Gilles (pouvoir à J FERSING) JOURDIN Franc (pouvoir à B COUSSEAU)

Excusés : Patrick MESNARD, Agnès DAMPERAT, Michael LABLANCHE

A été nommée secrétaire : Laetitia MARQUAIS CACITTI

Délibération n°7 : Décision Modificative N°6 ICNE

Vu le code Général des collectivités Territoriales,

Vu la délibération 2025-10-07 concernant le vote du Budget Primitif

**Vu la délibération 2026-04-08 concernant le vote du Budget
Supplémentaire**

**Vu l'augmentation du capital emprunté de 150 000€ entre ces 2
délibérations**

**L'offre retenue est celle du crédit Mutuel
Emprunt de 500K€ sur 25 ans , remboursement trimestriel, 4.44%**

**Le 1er remboursement intervenant sur l'exercice 2027 il faut rattacher les
ICNE sur 2026**

M le Maire propose de prendre la décision modificative suivante



Imputation	OUVERT	REDUIT	Commentaires
D F 011 6228 020 /0201		5 000,00	
D F 66 66112 020 /0201	5 000,00		

DETAIL PAR SECTION		Investissement	Fonctionnement
Dépenses :	Ouvertures		5 000,00
	Réductions		5 000,00
Equilibre :	Ouv. - Red.		

EQUILIBRE	
Solde Ouvertures	5 000,00
Solde Réductions	5 000,00
Ouv. - Réd.	

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal valide cette opération à l'unanimité et autorise M le Maire a signé les documents nécessaires

Vote à l'unanimité

Contre : 0

Abstention :

Pour : 26

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site : www.telerecours.fr

Pour copie conforme,
En Mairie, le 6 octobre 2026
Le Maire : Sébastien RIVIÈRE

Sl...e



2026_08_08

Affiché et mis en ligne le.....

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)
Séance du 1er octobre 2026**

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 21

Date de la convocation : 24 septembre 2026

Présents : AUGIER Emilie , BARDOULAT Sonia, BERNARD Frédéric , BOSSER Yann, CEAUX Christophe , CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DUPORT Nadine, FERSING Jacques, FORESTAS Armelle , Michael LABLANCHE (arrivée au moment de cette délibération) , MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TAILLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : BIRONNEAU Max-André (pouvoir à M D PERIOT) Delphine LAURENT (pouvoir à PINTAUD. E), MOUSSION. Gaetan (pouvoir à F BERNARD), Ornella DORE (pouvoir à Y BOSSER) CALLEC Gilles (pouvoir à J FERSING) JOURDIN Franc (pouvoir à B COUSSEAU)

Excusés : Patrick MESNARD, Agnès DAMPERAT

A été nommée secrétaire : Laetitia MARQUAIS CACITTI

**Délibération n°8 : Décision Modificative N°5 Modification Article 6232
Fêtes et Cérémonies**

Vu le code Général des collectivités Territoriales,

Vu la 2025-10-04 sur les dépenses à imputer à l'article 6232 pour le Budget 2026 ouvrant 64 000€ de crédits maximum à imputer sur l'article

Vu la mise en place d'un Marché de Noël en décembre 2026 non prévu au budget et entrant dans le cadre des dépenses à imputer au 6232 et plus particulièrement au 2 derniers alinéas de la délibération 2025-10-04 :

- d'une façon générale, l'ensemble des biens et services, objets et denrées divers ayant trait aux fêtes, cérémonies, manifestations culturelles ou touristiques, et les diverses prestations et cocktails servis lors de réceptions officielles, animations et inaugurations.

- les feux d'artifice, animations, sonorisation et concerts.



M le Maire propose d'ouvrir 30 000€ de crédits supplémentaire à l'article 6232 en réduisant l'article 6828

Imputation	OUVERT	REDUIT	Commentaires
D F 011 6228 020 /0201		30 000,00	
D F 011 6232 30 /307	30 000,00		

DETAIL PAR SECTION		Investissement	Fonctionnement
Dépenses :	Ouvertures		30 000,00
	Réductions		30 000,00
Equilibre :	Ouv. - Rad.		

EQUILIBRE	
Solde Ouvertures	30 000,00
Solde Réductions	30 000,00
Ouv. - Rad.	

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal valide cette opération à l'unanimité et autorise M le Maire a signé les documents nécessaires

Vote à l'unanimité

Contre : 0

Abstention : 7

Pour : 20

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site : www.telerecours.fr

Pour copie conforme,
En Mairie, le 6 octobre 2026
Le Maire : Sébastien RIVIÈRE





2026_08_09

Affiché et mis en ligne le.....

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)
Séance du 1er octobre 2026**

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 21

Date de la convocation : 24 septembre 2026

Présents : AUGIER Emilie , BARDOULAT Sonia, BERNARD Frédéric, , BOSSER Yann, CEAUX Christophe , CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DUPORT Nadine, FERSING Jacques, FORESTAS Armelle , Michael LABLANCHE (arrivée au moment de cette délibération) , MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TALLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : BIRONNEAU Max-André (pouvoir à M D PERIOT) Delphine LAURENT (pouvoir à PINTAUD. E), MOUSSION. Gaetan (pouvoir à F BERNARD), Ornella DORE (pouvoir à Y BOSSER) CALLEC Gilles (pouvoir à J FERSING) JOURDIN Franc (pouvoir à B COUSSEAU)

Excusés : Patrick MESNARD, Agnès DAMPERAT

A été nommée secrétaire : Laetitia MARQUAIS CACITTI

Délibération n°9 : Ouverture poste Contrat de Projet

Vu le code général de la fonction publique, notamment les articles L332-24 à 332-26 ;

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir des emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder au recrutement d'un agent contractuel pour mener à bien l'opération suivante :

- Obtenir des co-financement publics et/ou privés pour les projets municipaux ;



- Assurer le suivi financier, administratif et stratégique des projets.

Le Maire propose de créer un emploi non permanent au sein des services de la collectivité relevant de la catégorie hiérarchique A sur le grade d'attaché territorial à temps complet afin de mener à bien les fonctions suivantes :

- Appui et montage des dossiers de demandes de subventions
- Echanges avec les services opérationnels pour l'appropriation des projets
- Rédaction des courriers et dossiers de demande de subvention
- Représentation de la Ville auprès des instructeurs des partenaires financeurs
- Suivi de l'exécution des projets et des versements de subventions
- Veille informative sur les financements locaux, nationaux et européens
- Co-assurer le suivi des études confiées en cours avec le DGS
- Formaliser et co-construire les projets de l'équipe municipale

Ce contrat de projet est signé pour une durée de 3 ans soit du 01 janvier 2027 au 31 décembre 2029 inclus.

La rémunération de l'agent est fixée sur la base de la grille indiciaire relevant du grade de recrutement d'attaché territorial.

La rémunération de l'agent sera calculée dans une fourchette comprise entre l'indice brut 525 et l'indice brut 611.

Le contrat prend fin avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu, après un délai de prévenance de deux mois

Le cas échéant, la commune de La Rochefoucauld-en-Angoumois peut procéder à une rupture anticipée du contrat de projet après un délai d'un an minimum si le projet ne peut pas être réalisé, ou que le résultat du projet ou de l'opération a été atteint avant l'échéance prévue du contrat. Dans ce cas, l'agent percevra une indemnité d'un montant égal à 10% de la rémunération totale perçue à la date de l'interruption du contrat.

Le contrat de projet est renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevée au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal autorise à l'unanimité la création de ce poste

Vote à l'unanimité

Contre : 0

Abstention : 0

Pour : 27



Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site : www.telerecours.fr

Pour copie conforme,
En Mairie, le 6 octobre 2026
Le Maire : **Sébastien RIVIÈRE**





2026_08_10

Affiché et mis en ligne le.....

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)
Séance du 1er octobre 2026**

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 21

Date de la convocation : 24 septembre 2026

Présents : AUGIER Emilie , BARDOULAT Sonia, BERNARD Frédéric , BOSSER Yann, CEAUX Christophe , CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DUPORT Nadine, FERSING Jacques, FORESTAS Armelle , Michael LABLANCHE (arrivée au moment de cette délibération) , MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TALLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : BIRONNEAU Max-André (pouvoir à M D PERIOT) Delphine LAURENT (pouvoir à PINTAUD. E), MOUSSION. Gaetan (pouvoir à F BERNARD), Ornella DORE (pouvoir à Y BOSSER) CALLEC Gilles (pouvoir à J FERSING) JOURDIN Franc (pouvoir à B COUSSEAU)

Excusés : Patrick MESNARD, Agnès DAMPERAT

A été nommée secrétaire : Laetitia MARQUAIS CACITTI

Délibération n°10 : Convention CDG 16 2027-2032

Le Centre de Gestion exerce de manière obligatoire un certain nombre de missions au profit de l'ensemble des collectivités et établissements publics du département. Ces missions, listées notamment aux articles L452-35 du Code Général de la Fonction Publique, sont financées par une cotisation obligatoire.

A compter du 1^{er} janvier 2027, son taux est réduit de 0,8% à 0,75% par le CDG (-6,25%).

En outre, le CDG exerce différentes missions, de manière facultative, à la demande d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public (articles L452-40 à L452-48 du CGFP).

Les conventions mises en œuvre lors du dernier mandat prennent fin ou sont résiliées au 31 décembre 2026.

Pour pouvoir continuer de bénéficier de ces services et prestations sur demande, le CDG propose la signature d'une convention cadre, couvrant la période 2027-2032.

Cette nouvelle convention unique permet :



- D'accéder, au besoin à certains services, le moment venu (ex : aide au recrutement, service remplacement, médiation, aide à l'archivage, rédaction du DUERP...) ;
- D'adhérer, « à la carte », à différents services, selon les moyens internes et ressources de chaque collectivité ;
- De décider de confier la totalité de la gestion administrative du personnel en mutualisant l'équivalent d'un service R.H. avec le CDG.

Ces services et prestations sont financés, soit dans des conditions fixées par la convention, soit par une cotisation additionnelle à la cotisation obligatoire, soit sur devis ponctuels établis avec un taux horaire d'intervention.

L'ensemble des tarifs sont détaillés dans la convention (annexe n°24).

Considérant que toutes les collectivités et établissements publics, ont l'obligation de disposer d'un service de médecine préventive (art. L812-3 du CGFP) ;

Considérant que toutes les collectivités et établissements publics quelle que soit leur taille, doivent désigner un Agent Chargé de la Fonction d'Inspection -ACFI- (art. L812-2 du CGFP et art. 5 du décret n°85-603 du 10 juin 1985) ;

Considérant que toutes les collectivités et établissements publics ont l'obligation de mettre en place un dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes - AVDHAS- (art. L135-6 du CGFP) ;

Considérant que seuls les Centres de Gestion sont compétents pour la mise en œuvre de la Médiation Préalable Obligatoire pour les agents employés par les collectivités territoriales et leurs établissements publics ayant préalablement conclu une convention (art. 3 du Décret n° 2022-433 du 25 mars 2022) ;

Considérant que notre collectivité / établissement public souhaite pouvoir recourir aux services facultatifs proposés par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Charente afin de remplir ses obligations ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code Général de la Fonction Publique ;
Vu le projet de convention ci-annexé ;

Après en avoir délibéré ;

Le Conseil municipal :



- décide d'adhérer à la convention de services facultatifs proposée par le Centre de Gestion ;
- décide de souscrire aux services suivants :
 - Socle d'appui à la gestion R.H. incluant notamment, les calculs de reprises de service, les calculs des indemnités chômage, un appui complémentaire en matière de retraite (CNRACL), le dispositif d'alertes éthiques,
 - Médecine professionnelle et préventive,
 - Fonction d'inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail (ACFI) et conseil en prévention des risques professionnels,
 - Dispositif de signalement AVDHAS avec référent externalisé et accompagnement à la prise en charge du signalement,
 - Médiation Préalable Obligatoire (MPO),
 - Mise à disposition de l'outil GPEEC,
 - Aide au pilotage de l'absentéisme,
 - Mise à disposition d'une diététicienne (service de restauration collective).

Vote à l'unanimité

Contre : 0

Abstention : 0

Pour : 27

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Télérécours citoyens », accessible par le site : www.telerecours.fr

Pour copie conforme,
En Mairie le 6 octobre 2026
Le Maire : **Sébastien RIVIÈRE**





2026_08_11

Affiché et mis en ligne le.....

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)
Séance du 1er octobre 2026**

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 21

Date de la convocation : 24 septembre 2026

Présents : AUGIER Emilie , BARDOULAT Sonia, BERNARD Frédéric , BOSSER Yann, CEAUX Christophe , CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DUPORT Nadine, FERSING Jacques, FORESTAS Armelle , Michael LABLANCHE (arrivée au moment de cette délibération) , MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TALLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : BIRONNEAU Max-André (pouvoir à M D PERIOT) Delphine LAURENT (pouvoir à PINTAUD. E), MOUSSION. Gaetan (pouvoir à F BERNARD), Ornella DORE (pouvoir à Y BOSSER) CALLEC Gilles (pouvoir à J FERSING) JOURDIN Franc (pouvoir à B COUSSEAU)

Excusés : Patrick MESNARD, Agnès DAMPERAT

A été nommée secrétaire : Laetitia MARQUAIS CACITTI

Délibération n°11 : Facturation Occupation du Domaine Public

M le Maire rappelle le principe de la non-gratuité de l'occupation du domaine public : « Toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique mentionnée à l'article L. 1 donne lieu au paiement d'une redevance" (article L2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques).

GRDF exploite le domaine public de la commune de La Rochefoucauld-en-Angoumois pour la distribution de gaz.

Au titre de l'année 2026, GRDF versera un montant de 1 405,00 €.

Le Conseil Municipal émet un avis favorable au règlement pour redevance d'occupation du domaine public versé par GRDF à compter de l'exercice 2026 et ce, jusqu'à la fin du mandat.



Vote à l'unanimité

Contre : 0

Abstention : 0

Pour : 27

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site : www.telerecours.fr

Pour copie conforme,
En Mairie, le 6 octobre 2026
Le Maire : **Sébastien RIVIÈRE**



S.R.



2026_08_13

Affiché et mis en ligne le.....

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)
Séance du 1er octobre 2026**

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 21

Date de la convocation : 24 septembre 2026

Présents : AUGIER Emilie , BARDOULAT Sonia, BERNARD Frédéric, , BOSSER Yann, CEAUX Christophe , CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DUPORT Nadine, FERSING Jacques, FORESTAS Armelle , Michael LABLANCHE MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TALLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : BIRONNEAU Max-André (pouvoir à M D PERIOT) Delphine LAURENT (pouvoir à PINTAUD. E), MOUSSION. Gaetan (pouvoir à F BERNARD), Ornella DORE (pouvoir à Y BOSSER) CALLEC Gilles (pouvoir à J FERSING) JOURDIN Franc (pouvoir à B COUSSEAU)

Excusés : Patrick MESNARD, Agnès DAMPERAT,

A été nommée secrétaire : Laetitia MARQUAIS CACITTI

Délibération n°13 : Décision Modificative N°8 et 9 amortissements

Vu le code Général des collectivités Territoriales,

Vu le tableau fourni par le SGC faisant état de 321 288.78€ à saisir en dotations aux amortissements

Vu les crédits ouverts à hauteur de 260 000€ à cet effet il est nécessaire d'ouvrir des crédits supplémentaires

M le Maire propose donc les décisions modificatives suivantes





Imputation	OUVERT	REDUIT	Commentaires
D F 023 023 01 (ordre)		62 000,00	
D F 042 6811 020 /0201 (ordre)	62 000,00		

DETAIL PAR SECTION		Investissement	Fonctionnement
Dépenses :	Ouvertures		62 000,00
	Réductions		62 000,00
Equilibre :	Ouv. - Red.		

EQUILIBRE	
Solde Ouvertures	62 000,00
Solde Réductions	62 000,00
Ouv. - Rédu.	

Imputation	OUVERT	REDUIT	Commentaires
R I 021 021 OPFI 01 (ordre)		62 000,00	
R I 040 28188 OPFI 020 /0201 (ordre)	62 000,00		

DETAIL PAR SECTION		Investissement	Fonctionnement
Recettes :	Ouvertures	62 000,00	
	Réductions	62 000,00	
Equilibre :	Ouv. - Red.		

EQUILIBRE	
Solde Ouvertures	62 000,00
Solde Réductions	62 000,00
Ouv. - Rédu.	

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal autorise ces virements de crédits

Vote à l'unanimité

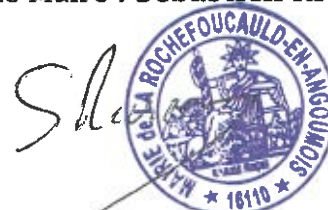
Contre : 0

Abstention :

Pour : 27

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site : www.telerecours.fr

Pour copie conforme,
En Mairie, le 6 octobre 2026
Le Maire : **Sébastien RIVIÈRE**





2026_08_12

Affiché et mis en ligne le.....

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)
Séance du 1er octobre 2026**

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 20

Date de la convocation : 24 septembre 2026

Présents : AUGIER Emilie , BARDOULAT Sonia, BERNARD Frédéric, , BOSSER Yann, CEAUX Christophe , CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DUPORT Nadine, FERSING Jacques, FORESTAS Armelle , MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TALLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : BIRONNEAU Max-André (pouvoir à M D PERIOT) Delphine LAURENT (pouvoir à PINTAUD. E), MOUSSION. Gaetan (pouvoir à F BERNARD), Ornella DORE (pouvoir à Y BOSSER) CALLEC Gilles (pouvoir à J FERSING) JOURDIN Franc (pouvoir à B COUSSEAU)

Excusés : Patrick MESNARD, Agnès DAMPERAT, Michael LABLANCHE

A été nommée secrétaire : Laetitia MARQUAIS CACITTI

Délibération n°12 : Modification des modalités d'amortissements en M57

Vu le code Général des collectivités Territoriales,

Vu la délibération 2022-12-12 du 15 décembre 2022 fixant les modalités d'amortissement

Vu la nécessité d'ajouter les comptes 215741 (matériel de cuisine) et 21831(matériel informatique scolaire) à la liste des comptes d'amortissement

M le Maire propose d'ajouter ces 2 comptes dans le tableau des amortissements et d'amortir les biens sur 5 ans.



Après en avoir délibéré le Conseil Municipal autorise cette modification

Vote à l'unanimité

Contre : 0

Abstention :

Pour : 27

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site : www.telerecours.fr

Pour copie conforme,
En Mairie, le 6 octobre 2026
Le Maire : **Sébastien RIVIÈRE**



Libellé	Compte	Durée d'amortissement	Budget Principal	Exemples de dépenses	Compte d'amortissement associé
	215xx			Installations, Matériels et Outillages techniques	2815xx
Installations, matériel et outillage technique - Réseaux de voirie	2151	nc	X	Eclairage public....	
Installations, matériel et outillage technique - Installation de voirie	2152	nc	X	Equipement en lieux de trafic, bornes escamotables,...	
Autres réseaux	21538	60	X	Intégrations réseaux toilettes	281538
Autres réseaux	21538	30	X	Hydrants (Bornes à incendies).	281538
Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	21568	10	X	Matériel et outillage d'incendie et de défense civile	281568
Installations, matériel et outillage techniques - Matériel roulant	215731	05	X	Matériel de Voirie : Balayeuses, laveuses de voies publiques, véhicules utilitaires de voirie et de propriété	2815731
Installations, matériel et outillage techniques - Matériel roulant	215731	07	X	Matériel de Voirie : Véhicules légers < 3,5 tonnes	2815731
Installations, matériel et outillage techniques - Matériel roulant	215731	10	X	Matériel de Voirie : Véhicules Lourds >3,5 tonnes	2815731
Installations, matériel et outillage technique - Autre matériel et outillage de voirie	215738	05	X	Matériels et outillages de voirie (Matériau piqueur hydraulique, groupe électrogène de grosse puissance,...) et de propriété	2815738
Installations, matériel et outillage techniques des caisses des écoles - Installations, matériel et outillage des cantines scolaires	215741	05		Matériels de cuisine	
Installations, matériel et outillage technique - Outillage et petits matériels	21578	05	X	Petit matériel et outillage autre que voirie (Transpalette manuel ou électrique, ...)	281578
Installations, matériel et outillage technique - Outillage et petits matériels	21578	10	X	Gros chariot élévateur, Manuscopique	281578
Autres installations, matériel et outillage techniques	2158	01		Bacs à ordures ménagères	28158
Autres installations, matériel et outillage techniques	2158	05	X	Outillage électroportatif (perçage, meule, compresseur,...)	28158
Autres installations, matériel et outillage techniques	2158	07		Bornes à gravats (type 30M ² , 40M ² ...). Bornes enterrées (déchets)	28158
Autres installations, matériel et outillage techniques	2158	10	X	Gros outillage pour garage et atelier : pont élévateur, plieuse, outils à force pneumatique...	28158
Autres installations, matériel et outillage techniques	2158	20	X	Gros équipements et matériels électriques	28158
	216x			Collections et Œuvres d'Arts	
Autres collections et œuvres d'art	2168	nc	X	Autres collections et œuvres d'Art	
	218x			Autres Immobilisations Corporelles	2818xx
Installations générales, agencements et aménagements divers	2181	20	X	Travaux d'aménagement dans un bâtiment (Travaux de climatisation, par exemple)	28181
Autres immobilisations corporelles - Autres matériels de transport	21828	05	X	Matériel de transport léger (voiture berline, scooter, vélo y compris électriques,...)	281828
Autres immobilisations corporelles - Autres matériels de transport	21828	07	X	Véhicule ≤ moins de 3,5 fourgon ou fourgonnette	281828
Autres immobilisations corporelles - Autres matériels de transport	21828	10	X	Véhicules lourds > 3,5 tonnes (Camion événementiel,...)	281828

Matériel informatique scolaire					
Autre matériel informatique	21831	5	X	Matériel informatique scolaire	
	21838	03	X	Ordinateurs (fixes et portables), imprimantes, tablettes, scanners, périphériques et accessoires,...	281838
Autre matériel informatique	21838	05	X	Serveurs et équipements réseaux	281838
Matériels de bureau et mobiliers scolaires	21841	05	X	Chaises, bancs,...	281841
Matériels de bureau et mobiliers scolaires	21841	10	X	Mobilier Scolaire (tables, bureaux, casiers...)	281841
Autres matériels de bureau et mobiliers	21848	05	X	Chaises, fauteuils de bureau	281848
Autres matériels de bureau et mobiliers	21848	10	X	Bureaux, caissons, vestiaires, tables de réunion, armoires, vitrines, rayonnages, bornes d'accueil,...	281848
Autres matériels de bureau et mobiliers	21848	20	X	Mobilier sécurisé : Coffre-fort, armoire forte,...	281848
Matériel de téléphonie	2185	02	X	Téléphones portables	28185
Matériel de téléphonie	2185	05	X	Téléphones fixes, serveurs téléphoniques,...	28185
Autres immobilisations corporelles	2188	01	X	Petit électroménager (Micro ondes,...)	28188
Autres immobilisations corporelles	2188	05	X	Matériel topographique, photo, audio, hifi, vidéos,...	28188
				Gros électroménager, équipement médical,...	